

Les djihadistes belges sont non grata

Daech Le Conseil national de sécurité opte pour "une forme de justice internationale".

Le Conseil national de sécurité, réuni jeudi matin sous la présidence du Premier ministre Charles Michel, a marqué sa préférence pour "une forme de justice internationale" afin de juger les combattants étrangers détenus, soit par le gouvernement irakien, soit par l'alliance arabo-kurde des Forces démocratiques syriennes (FDS), a indiqué un porte-parole du chef du gouvernement.

M. Michel avait souhaité lundi que les djihadistes étrangers – et notamment belges – détenus en Syrie soient "au maximum" jugés dans la région, tout en invoquant la possibilité de créer une juridiction internationale ad hoc, aux contours encore assez flous. Cette position a été confirmée jeudi par le Conseil national de sécurité (CNS), qui rassemble les principaux ministres concernés et des représentants des services de renseignement, de la police et de la justice.

Plus d'informations

Le CNS a également demandé aux services (de renseignement et de police) "de rassembler davantage d'infor-

mations sur les personnes (de nationalité belge) qui se trouvent sur place, en Irak et en Syrie", a poursuivi le porte-parole.

Le Conseil national de sécurité a aussi confirmé une position déjà prise par le gouvernement, qui consiste à aider au rapatriement des enfants de combattants (aussi qualifiés de "Foreign Terrorists Fighters", FTF) âgés de moins de 10 ans pour peu qu'il y ait une demande de membres de la famille restés en Belgique. Quant aux mineurs âgés de plus

de 10 ans, leur rapatriement est envisageable au cas par cas, sur la base d'une analyse des services. Pour les adultes, âgés de plus de 18 ans, la préférence (des autorités belges) va à "une forme de justice internationale en concertation avec d'autres pays", a souligné le porte-parole du Premier ministre.

"La piste est la détention [des FTF] dans des camps de la région", a-t-il encore dit. Selon les services de renseignement, au moins quatre djihadistes belges rattachés à l'EI se

trouvent actuellement dans des prisons kurdes au nord de la Syrie. Dix-sept femmes considérées comme appartenant à Daech se trouvent aussi dans la région, tout comme une trentaine d'enfants.

Manœuvres diplomatiques

Selon le porte-parole de M. Michel, le gouvernement poursuivra ses contacts avec des partenaires internationaux – le ministre des Affaires étrangères et de la Défense, Didier Reynders, séjourne jusqu'à ce vendredi à Washington pour rencontrer des responsables américains. Quant au Premier ministre, qui s'est déjà entretenu de la question dimanche avec son homologue britannique Theresa May, il évoquera la question lors du sommet entre les pays de l'Union européenne et les États de la Ligue arabe qui se tient dimanche et lundi à Charm el-Cheikh (Égypte). (Belga)

Au moins quatre djihadistes belges rattachés à l'EI se trouvent actuellement dans des prisons kurdes au nord de la Syrie.